

# Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 28 février au 6 mars 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

## Relation États-Unis / Mexique :

L'excédent commercial du Mexique avec les États-Unis s'est amélioré de 15% en 2018, atteignant un niveau record de 81,5 Mds USD. Les exportations du Mexique vers les États-Unis ont crû de 10,3% atteignant 346,5 Mds USD, plus fortement que ses importations en provenance de son voisin du nord (+8,9% à 265 Mds USD). En 2018, le Mexique représente le deuxième déficit commercial des États-Unis (9,3% du déficit total) derrière la Chine (48%).

## Economie

L'OCDE a réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique d'un demi-point de pourcentage pour cette année et la suivante, de 2,5% à 2% en 2019 et de 2,8% à 2,3% en 2020. Les économistes de l'organisation justifient cette baisse par un contexte international moins favorable qui impacterait le Mexique. Ils notent cependant certains éléments favorables à la croissance, tels que la hausse du salaire minimum ou les plans du Gouvernement pour relancer l'investissement public.

L'économie du Mexique devrait croître de 1,64% en 2019, selon les économistes consultés par la Banque centrale mexicaine (Banxico), en baisse par rapport aux précédentes estimations (1,80% en janvier, 2,36% en février 2018) et le niveau le plus faible en 13 mois. 63% des spécialistes considèrent que la conjoncture actuelle est défavorable à l'investissement (niveau le plus haut en 13 mois). Le consensus pour l'inflation fin 2019, à 3,67%, est compris dans l'inflation cible de Banxico (3% ± 1pt). Les économistes prévoient un taux de change à 20,19 MXN/USD fin 2019.

L'inflation enregistrée en février 2019 est de 3,94%, soit son niveau le plus bas depuis décembre 2016 ; elle réintègre l'intervalle-cible de la Banque centrale (3% ± 1pt) pour la première fois depuis 25 mois. L'inflation mensuelle a été de -0,03%, au plus bas pour un mois de février depuis 2002. Malgré la résistance de la composante sous-jacente (+0,43% g.m.), cette plus faible inflation est appuyée par une contraction de la composante non sous-jacente (-1,28% g.m.), marquée par la baisse importante des prix agricoles (-4,28% g.m.).

Malgré les signes de ralentissement de l'économie, l'indice de confiance des consommateurs (ICC) a battu un record historique en février, à 119,9 points, soit le plus haut niveau de l'indice que depuis celui-ci est enregistré (2001).

Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) jouit de 78% d'approbation 100 jours après le début de son mandat, selon une enquête menée par *El Financiero*. Il s'agit du plus grand soutien citoyen pour un début de Gouvernement depuis 30 ans. Parmi les personnes approuvant le Président, 53% estiment l'approuver pour ce qu'il a fait jusqu'à présent, tandis que 47% déclarent l'approuver pour ce qu'ils attendent de lui.

Selon Alejandro Werner, directeur du département Hémisphère occidental du FMI, les priorités du gouvernement du Président AMLO devraient être d'accélérer la croissance économique, de maintenir et de renforcer la stabilité économique et financière, de renforcer la concurrence et, surtout, de relancer les investissements. Il a ajouté que parmi les défis du gouvernement, il y avait aussi l'amélioration des indicateurs sociaux de la population et une meilleure répartition des revenus.

S&P a maintenu la note souveraine du pays à BBB+ mais a abaissé la perspective de notation du Mexique de stable à négative, citant des prévisions de croissance plus faibles. L'agence de notation a déclaré dans un communiqué que le changement de politique gouvernementale visant à réduire la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie et dans d'autres projets avait entraîné une baisse des investissements et de la confiance.

Par la suite, S&P a abaissé la perspective de notation de Pemex de stable à négative, en maintenant sa note au même niveau que le souverain, à BBB+. L'agence de notation explique que la perspective négative de la qualification reflète celle du souverain, et estime que « la relation étroite entre l'entreprise et le Gouvernement se maintiendra pendant les prochaines années ». Les perspectives de 77 institutions financières mexicaines ont également été révisées de stables à négatives par S&P.

Une initiative législative a été présentée au Sénat par la majorité Présidentielle pour que le régulateur bancaire mexicain puisse révoquer les autorisations des agences de notations qui « portent atteinte » à la stabilité économique mexicaine ; le Président a rapidement indiqué qu'il n'y aurait pas de limite imposée aux agences de

**notation, conduisant au retrait de l'initiative.** Cette initiative faisait suite aux critiques émanant de la part du Président et de sa majorité concernant l'abaissement des notes créditrices de PEMEX et des perspectives quant à la note créditrice du Gouvernement mexicain depuis le début de l'année par Fitch et S&P's.

**Dans un rapport, Moody's avertit que l'insécurité et la violence croissantes au Mexique mettent en risque les industries touristique et pétrolière, affaiblissant les revenus des entreprises, leurs marges et donc leurs bénéficiaires.** Ce sont les petites et moyennes entreprises qui pâtissent le plus de l'impact de la violence. Le rapport juge également que cette situation nécessite une augmentation des dépenses en sécurité publique, alors que le budget fédéral de cette année en la matière est 7,2% inférieur à celui de 2018.

**Le tourisme étranger a enregistré une baisse de 0,3% g.a. en janvier 2019, soit la première baisse après 7 ans de croissance.** Cette baisse est principalement expliquée par la baisse des arrivées de touristes américains (principal contingent de touristes étrangers), par le problème des « algues vertes » (*sargazo*) sur les plages caribéennes et par une recrudescence de l'insécurité dans certaines municipalités. Les touristes français sont le 7<sup>ème</sup> contingent de touristes étrangers, avec 28 300 touristes en janvier 2019 (+16,6% g.a.), 2<sup>ème</sup> pays européen après les anglais (6<sup>ème</sup>, 34 400 touristes).

**La croissance réelle du crédit au secteur privé a progressé de 5,5% en janvier,** malgré la baisse des performances de l'économie à la fin de 2018 et au début de 2019. Dans l'ensemble du portefeuille, le crédit à la consommation a enregistré une croissance réelle de 1,8% g.a. en janvier (vs. 1,5% en décembre) ; le prêt hypothécaire a connu une croissance de 4,7% à 5,3% au cours de la même période ; et le crédit aux entreprises a progressé de 6,9% (contre 6,4% précédemment).

**Les cinq gestionnaires de fonds de retraites (Afores) qui ont investi des capitaux dans les obligations liées au projet du Nouvel Aéroport International du Mexique (NAIM) à Texcoco, ont récupéré 99% de leur investissement initial.**

**Les importations mexicaines d'essence ont atteint un niveau record de 19 Mds USD en 2018, en hausse de 31% par rapport à 2017.** La balance commerciale de l'ensemble des hydrocarbures affiche un déficit pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, qui s'est creusé de 27% en 2018, atteignant 23,2 Mds USD.

**L'arrivée de transferts de fonds des migrants (*remesas*) a, de nouveau, battu son record en janvier, atteignant 2,4 Mds USD, soit une augmentation de 6,5% g.a.** Le taux de croissance de ces *remesas* est toutefois en baisse (10,5% sur l'année 2018 vs. 2017). Ces transferts de fonds concerneraient 1,7 million de ménages mexicains, pour un montant moyen d'envoi de 313 USD. Les forts flux de *remesas* permettent le maintien de faibles taux de créances douteuses au sein des portefeuilles de crédits des banques commerciales mexicaines, selon une étude de la Banque centrale.

**Selon l'Institut International de Finance (IIF), les sorties de capitaux du Mexique ont atteint 2 Mds USD en janvier 2019,** malgré l'appétit suscité par les marchés émergents auprès des investisseurs internationaux. L'IIF estime néanmoins que le Mexique pourrait bénéficier de cet appétit sur le reste de l'année, tirant profit d'un ralentissement de la politique de normalisation monétaire de la Fed et d'un possible apaisement des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

**Citibanamex enregistre une augmentation de 14% de son bénéfice net en 2018, qui atteint 1,4 Mds USD.** Le portefeuille de crédits de la banque a augmenté de 8% et l'équipement de ses clients en cartes de crédit a crû de 5%.

**Les ventes nationales de véhicules ont baissé de 5,5 % g.a. en février, à 103 700 unités, soit le pire niveau pour un mois de janvier depuis 2005** et inférieur aux prévisions. La production (311 800 unités) et les exportations (271 000 unités) d'automobiles ont également baissé (-5,0 % et -0,1 % annuels respectivement).

**La Bourse Mexicaine des Valeurs (BMV) a atteint mercredi 6 mars son plus bas niveau depuis la fin de l'année 2018, après 8 séances de baisses consécutives. L'indice BMV IPC a clôturé à 41 908,15 points (-4,19% depuis le 22 février).** La détérioration des perspectives de notation de plusieurs groupes financiers mexicains par Standard & Poor's et la révision des prévisions de croissance de l'OCDE ont notamment affecté les marchés.

**La Fintech/NeoBank mexicaine Albo a levé 7,4 M USD début 2019.** Selon le Directeur de Finnovista, cette levée de fonds démontre l'intérêt des fonds étrangers, notamment américains, pour le marché des *Neobank* mexicaines.

## **Finances publiques**

**Selon le Ministre des Finances, Carlos Urzúa, la fraude fiscale coûte au pays près de 1 000 Mds MXN par an (51 Mds USD – 4% du PIB).** Une coopération entre le Ministère des Finances et l'Institut National Electoral (INE) a été annoncée afin de détecter plus facilement la fraude fiscale par usurpation d'identité.

La nouvelle grille de salaire de l'Institut National Electoral (INE) réduit à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019 les rémunérations des conseillers et d'une centaine de fonctionnaires, afin qu'elles n'excèdent pas celle du Président de la République, soit 108 000 MXN bruts par mois (5 600 USD).

Un excédent primaire de 824 M USD (16 Mds MXN) et une diminution de dépenses nettes de 1% (g.a.) ont été enregistrés en janvier, selon le Ministre des Finances. Par comparaison, en janvier 2013, en début de mandat de Peña Nieto, il n'y avait pas d'excédent primaire mais les dépenses nettes avaient chuté de 4,9%. L'excédent de janvier 2019 est toutefois inférieur à celui enregistré en janvier 2018 (1,9 Md USD – 36,6 Mds MXN). Le déficit public atteint 2,2 Mds USD (42,7 Mds MXN) en janvier 2019, vs. 1,1 Md USD (20,4 Mds MXN) en janvier 2018.

Les revenus collectés par la taxe sur la valeur ajoutée (IVA) en janvier 2019 enregistrent une chute de 12,3% par rapport à janvier 2018 pour 91 Mds MXN (4,7 Mds USD). Le ralentissement de la consommation ainsi que la réduction de 16% à 8% de l'IVA dans les régions frontalières du Nord expliquent, selon les analystes, cette baisse.

Les États et les municipalités du Mexique ont réduit leur dette en 2018 : le solde total de leurs obligations financières s'est élevé à 2,7% du produit intérieur brut (PIB), soit le niveau le plus bas enregistré depuis huit ans. Les obligations des États, des municipalités et de leurs entités publiques s'élevaient à 31 Mds USD fin 2018, ce qui représente une chute réelle de 1,41% par rapport à 2017, selon les chiffres du Trésor. Selon les experts consultés, ce plus faible niveau d'endettement est le produit des mesures de discipline fiscale imposées ces dernières années.

### Entreprises et grands contrats :

Saint-Gobain a inauguré le 28 février à Ayala, Morelos, sa 1<sup>ère</sup> usine « Coater » de production de verre à haute technologie à plusieurs couches au Mexique, et l'une des plus grandes sur le continent américain. L'inauguration s'est déroulée en présence du Directeur Général de Saint-Gobain pour le Mexique, Dominique Azam, de l'Ambassadrice de France au Mexique, Anne Grillo, et du gouverneur de l'Etat de Morelos, Cuauhtémoc Blanco. Cette nouvelle unité de production constitue un investissement de 35 M usd, et un transfert de technologie de Saint-Gobain vers le Mexique, puisque cette usine produira localement des produits à haute valeur ajoutée qui auparavant étaient importés.

AXA propose des solutions d'assurance pour les fonctionnaires affectés par la suppression des contrats d'assurance médicale par le Président AMLO. Daniel Bandle, Directeur Général d'AXA au Mexique, estime que ce marché représente entre 500 000 et 600 000 personnes, sans compter leurs descendants et ascendants. AXA a connu une croissance de son activité de 8,9% en 2018, soit une croissance plus forte que la moyenne enregistrée sur ce marché. M. Bandle s'est dit favorable à ce que l'assurance devienne obligatoire au Mexique, étant donnée l'exposition du pays aux catastrophes naturelles.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 06/03/2019
Bourse (IPC)	-3,2%	-12,5%	41908,15 points
Taux de change USD/Peso	+1,0%	+3,5%	19,36 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,5%	-5,7%	21,89 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+1,0%	+7,4%	58,96 USD

## AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

En 2018, les *remesas* à destination des pays d'Amérique centrale et de la République dominicaine se sont élevées à 28,7 Mds USD (+11% g.a.), dont 9,2 Mds (32%) au Guatemala. Les transferts de fond en pourcentage du PIB ont une contribution particulièrement notable dans quatre économies : 22,2% au Salvador ; 20,3% au Honduras ; 11,8% au Guatemala et 10,3% au Nicaragua.

## Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Après plusieurs retards dans le processus de construction, le terminal à conteneurs de Moín a été inauguré le 28 février.

L'Union des chambres et associations du secteur privé du Costa Rica (UCCAEP) a jugé « inacceptable » la recommandation du FMI d'augmenter les impôts afin de réduire le déficit. Selon l'Union des Chambres, il est simpliste de penser que l'augmentation des impôts améliorera la situation qui est, selon eux, due à une utilisation inefficace des fonds publics et un manque d'efficacité de l'Etat.

**L'aide financière des Etats-Unis pour le développement du Guatemala devrait atteindre en 2019, après approbation du Congrès, 69,4 M USD, en baisse de 42% par rapport à 2018.** Les Etats-Unis mettent en avant un certain nombre de conditions pour l'octroi de ce financement, dont une reprise du dialogue avec l'ONU pour réinstaurer la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) ou encore le soutien aux programmes en faveur de la réduction de la pauvreté et de la création d'emplois afin de lutter contre l'immigration clandestine vers l'Amérique du Nord.

**Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les recettes fiscales du Guatemala sont au plus bas depuis l'année 2000, à seulement 10% du PIB.** En proportion du PIB, le Guatemala se classe en dernière position des pays d'Amérique centrale en matière de recettes fiscales. A titre de comparaison, celles du Honduras avoisinent 20% du PIB et la moyenne régionale (Amérique centrale et République Dominicaine) se situe à 15,6%. La Superintendance de l'Administration Fiscale du Guatemala anticipe pour l'année 2019 une hausse de 0,5 point de pourcentage de la charge fiscale, ce qui permettrait d'enregistrer plus de 8,3 Mds USD de recettes fiscales.

**Après plusieurs séances, le Congrès approuve le prêt de 100 M USD octroyé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour le programme "Creceer Sano".** Ce financement a notamment pour but de mettre en place des actions pour lutter contre la dénutrition chronique chez les enfants dans les zones rurales (Alta Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango et Quiché). Les Ministères de la Santé et du Développement Social, qui auront la charge de mettre en œuvre le programme dans le pays, recevront respectivement 75 M USD et 25 M USD.

**Selon la Surintendance des télécommunications (SIT), entre 2017 et 2018, le nombre de lignes de téléphone mobile dans le pays a augmenté de 2% (g.a.) en 2018, passant de 19,9 millions à 20,4 millions.** On note toutefois un ralentissement puisque le nombre de lignes avait progressé de 9% (g.a) en 2017. 53,6% utilisent Tigo comme opérateur de réseau mobile, 27,4% Claro et 19,1% Movistar (Telefónica Guatemala, récemment racheté par le mexicain América Móvil (groupe Carlos Slim)).

**Le Ministère de l'Intérieur du Guatemala lance un appel d'offres pour l'acquisition de licences de logiciels permettant l'utilisation d'outils d'analyse, à l'usage de la Direction générale du renseignement civil.** La date limite de réception des offres est fixée au 1<sup>er</sup> avril 2019. Plus d'informations sont disponibles sur la plateforme Guatecompras (référence NOT : 9752331).

**Le Honduras a exporté en 2018 plus de 500 000 tonnes d'huile de palme pour un montant supérieur à 300 M USD.** Les Etats-Unis, le Mexique et l'Europe demeurent les principales destinations pour ce produit. L'huile de palme se situe au 3<sup>ème</sup> rang en termes de génération de devises pour le pays, après les *remesas* et le café. Au total, la production d'huile de palme dans le pays a atteint 650 000 tonnes : 150 000 tonnes à destination du marché intérieur et 500 000 tonnes pour l'exportation.

**A la fin du mois de janvier, la dette publique extérieure du Nicaragua a atteint 6 Mds USD, soit une augmentation de 7% g.a.** et une augmentation nette de 17 M USD par rapport au mois précédent. Sur ce total, 4,1 Mds USD (69,5%) correspondent à des dettes envers des créanciers multilatéraux (2 Mds USD pour la Banque interaméricaine de développement (BID) ; 1 Md pour la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) ; 630 M USD pour la Banque Mondiale et 200 M USD pour le FMI), 1,8 Md USD (29,6%) envers des créanciers bilatéraux (1 Md USD pour des pays d'Amérique centrale, 190 M USD pour le Club de Paris et 52 M USD pour d'autres pays latino-américains) ainsi que 51 M USD (0,9%) envers des créanciers privés.

**L'Assemblée nationale du Nicaragua, à majorité pro-gouvernementale, approuve une réforme fiscale, très contestée par les milieux d'affaires. Elle permettra de couvrir le déficit financier du gouvernement de Daniel Ortega, en pleine crise politique et économique depuis avril 2018.** La réforme prévoit une augmentation de 1% à 3% de l'impôt sur le revenu des grandes sociétés et une hausse de 1% à 2% de l'impôt sur le revenu des entreprises de taille moyenne. Le secteur privé, par l'intermédiaire du Consejo Superior de la Empresa Privada (Cosep), a averti que cette augmentation de la charge fiscale fragilise les entreprises et pourrait entraîner la perte de milliers d'emplois. D'après le gouvernement, cette réforme permettra à l'Etat de recueillir plus de 300 M USD.

**En 2018, le PIB a atteint 65 Mds USD, soit une augmentation de 4,4% g.a,** selon les chiffres de la *Contraloría General*.

**L'Allemagne, par l'intermédiaire de sa banque de développement KfW, annule 11,3 M USD de dette du Salvador.** En contrepartie, le gouvernement salvadorien s'engage à mobiliser des fonds pour financer des programmes de santé publique. Ce rachat de dette, signé entre KfW et le ministère des Finances, s'inscrit dans le cadre de la modalité *Debt2health* du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

**En 2018, le Salvador a reçu 2,5 millions de touristes étrangers (+12,9% par rapport à 2017), lesquels ont généré plus de 1,5 Md USD de devises.** La durée moyenne de séjour augmente également, passant de 6,2 nuitées en 2017 à 7,5 en 2018. 57,3% des touristes étrangers proviennent de pays centraméricains, 36,2% des Etats-Unis, 3% d'Amérique du Sud et 2,5% d'Europe.

**La Chine s'engage, au travers de ses entreprises, à soutenir le secteur sucrier salvadorien en achetant les 80 000 tonnes de sucre (30 MUSD) qui cesseront d'être vendues à Taiwan suite à la rupture des relations diplomatiques avec ce pays en août 2018.** D'après l'Association Nationale du secteur privé (ANEP), la fin du traité de libre-échange avec Taiwan, qui entrera en vigueur le 15 mars, complique les affaires du secteur du sucre puisqu'elle mettra fin aux accords de préférences tarifaires avec Taiwan.

**Les IDE ont chuté de 72 % entre 2017 et 2018, à 105 M USD en 2018.** Les économistes rappellent toutefois que les résultats exceptionnellement hauts en 2017 (374 M USD) étaient dus à l'acquisition d'une entreprise locale par un groupe français, et n'étaient donc pas liés à une amélioration du cadre macroéconomique. Au cours des 9 dernières années, Haïti a reçu 155 M USD en moyenne par an, et un total de 1,5 Md USD en 12 ans. Les économistes se montrent pessimistes pour la réception d'IDE en 2019, étant donnée la dégradation du cadre économique.

**L'État haïtien garantira des prêts faits aux entreprises agricoles dans certaines filières porteuses destinées à la consommation.** Ces mesures ont été annoncées par le Ministre des Finances. Les crédits seront octroyés à un taux concessionnel (parfois à taux 0%). Cette mesure vise à réduire le coût de la vie en Haïti via une baisse de l'importation des produits agricoles.

**L'inflation a atteint 15,5% g.a. en janvier 2019, vs. 15,1% en décembre 2018.** Les sous-indices liés aux produits alimentaires (+18,9% g.a.), de l'habillement (+17,1%), des articles de maison (+21,6%) et de santé (+25,3%) ont connu des hausses particulièrement fortes.

**Selon le Co-Président du Comité de Surveillance du Programme Économique (EPOC, lié au programme FMI débuté en 2016), la Jamaïque devrait être en mesure de gérer sa politique macroéconomique de façon autonome une fois le programme FMI terminé, en juin prochain.** La tendance de la dette publique, la croissance des recettes fiscales, et le niveau des réserves sont mis en avant.

**Le Gouvernement prévoit de réformer les institutions de microfinance via la Loi Microcrédit.** Elle a causé certaines tensions à la chambre basse jamaïcaine, l'opposition ayant souhaité débattre plus profondément du texte.

**Après 5 ans de construction et 2 Mds USD d'investissement, la première unité de la centrale thermoélectrique à charbon de Punta Catalina est entrée en service.** D'une capacité de 376 MW brut, elle devrait opérer à plein régime à partir de mai 2019. La deuxième unité, de même capacité, commencerait à fonctionner dans la foulée. La centrale, qui couvrira 35% des besoins énergétiques du pays, permettra au gouvernement d'économiser 400 M USD par an sur sa facture énergétique.

**L'Union Européenne et la République dominicaine ont signé un accord d'aide budgétaire pour 14,8 M EUR.** Le programme d'aide vise à la promotion d'une administration publique efficace, transparente et orientée vers l'atteinte de résultats qui justifient l'allocation des ressources.

**La Banque centrale dominicaine a maintenu son taux directeur de politique monétaire à 5,50 %.** Les autorités monétaires ont justifié ce choix par des indicateurs démontrant que l'économie continue de croître à un niveau supérieur à son niveau potentiel, elle-même stimulée par la consommation privée et l'investissement. Le crédit au secteur privé a crû de 10,5 % g.a. en février. Pour mémoire, l'inflation se situait à 0,71% g.a. en janvier 2019, loin de l'objectif de la Banque centrale à 4% ± 1pt.

**ScotiaBank a acquis Banco Dominicano del Progreso (BDP) à hauteur de 97 %, faisant d'elle la 4<sup>ème</sup> banque commerciale en termes d'actifs.** Cette acquisition fait suite à l'accord de la superintendance des banques dominicaines et de la Banque centrale le 28 décembre dernier. La BDP opère 57 succursales, 184 distributeurs, emploie 160 agents bancaires et sert 250 000 clients en République dominicaine.

**Saint-Christophe-et-Niévès**

**2017 – PIB : 1,5 Md USD | Pop : 55 000 hbts**

**Le Programme de Citoyenneté Par Investissement (CPI) a permis la construction d'une seconde jetée sur le terminal portuaire de 27 hectares de Port Zante dans la baie de Basseterre.** Le programme de CPI créé en 1984 (le plus vieux du monde), octroie la citoyenneté christophienne en échange d'un investissement. Pour mémoire, l'OCDE a publié un rapport pointant le manque de transparence de ce type de programme, identifiant le CPI christophien comme à haut-risque.